



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 6 – 23 OCTOBRE 2015

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
 - AGENDA
 - VISITES BILATERALES

LE SUD-
AFRICAIN
SHOPRITE N°1
DE LA
DISTRIBUTION
ALIMENTAIRE
EN AFRIQUE

ÉTUDE CFAO SUR
LES CLASSES
MOYENNES EN
AFRIQUE

NIGER : LE FMI
PREPARE UNE
LETTRE DE
CONFORT POUR
LES BAILLEURS DE
FONDS

SOCIETE
GENERALE OUVRE
SA FILIALE AU
MOZAMBIQUE

VERGNET
REMPORTE UN
CONTRAT DE 35 M
EUR AU NIGERIA

L'ÉTAT ELABORE
SA 1ÈRE POLITIQUE
NATIONALE
URBAINE A
MADAGASCAR

MISSION AGRO-
INDUSTRIE
FRANÇAISE EN
ANGOLA (7-12
DECEMBRE)

NIGERIA : IMPACTS
SUR
L'ENVIRONNEMENT
DE L'ÉNERGIE
ÉOLIENNE

LA BANQUE
MONDIALE
OCTROIE 122 M
USD A LA COTE
D'IVOIRE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ L'étude CFAO sur les classes moyennes en Afrique révèle le portrait des « nouveaux consommateurs africains »

La CFAO a dévoilé jeudi 15 octobre les résultats de son enquête sur les consommateurs africains. Réalisée en partenariat avec l'institut de sondage IPSOS et le cabinet de conseil BearingPoint, l'étude intitulée « Les classes moyennes en Afrique, quelle réalité, quels enjeux ? » vise à quantifier ce fait nouveau pour le continent et à caractériser les comportements de ces consommateurs. Plus de 4000 questionnaires ont été réalisés dans cinq pays choisis pour leur complémentarité géographique, économique, sociale et culturelle (Maroc, Cameroun, Côte d'Ivoire, Nigeria et Kenya). La CFAO estime que les membres de cette classe de consommateurs seront 224 millions en 2040.

✉ bguillien@cfao.com

▼ Afrique de l'Est : demande d'aide au FMI en matière d'harmonisation fiscale au sein de l'EAC

Le secrétariat de l'*East African Community* (EAC) a demandé conseil auprès du FMI en matière d'harmonisation fiscale, afin de mettre en place les dispositions prévues dans le protocole de marché commun entré en vigueur le 1er janvier 2015. L'objectif est de faciliter les investissements étrangers et de garantir la libre-circulation des biens, des capitaux et de la main-d'œuvre. L'assistance du FMI porterait plus spécifiquement sur la fixation des taux d'imposition, le calcul des taxes et la mise en place d'une politique fiscale commune. Selon le ministère des Affaires de la communauté de l'EAC, une politique fiscale commune – *EAC Domestic Taxes Policy Framework* – doit être adoptée en janvier 2016.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Océan Indien : appui au développement des échanges commerciaux intra régionaux

Le lancement d'un projet d'appui au développement des échanges commerciaux dans la région Océan Indien a eu lieu le 7 octobre dernier à Maurice. Financé à hauteur de 2,4 M EUR par l'AFD, ce programme de renforcement de capacités commerciales (PRCC), porté par l'Union des Chambres de commerce et d'industrie de l'Océan Indien (UCCI/OI), a pour but une meilleure intégration de Madagascar, des Comores, de Maurice, des Seychelles, de La Réunion et de Mayotte dans le commerce régional et africain. Outre le renforcement institutionnel, le projet vise à la réalisation d'actions concernant des filières porteuses (TICs, valorisation des déchets, tourisme durable et métiers maritimes).

✉ nistarsa@afd.fr

▼ Burundi : suspension de l'aide belge et sanctions européennes à l'encontre de quatre haut-fonctionnaires burundais

Le gouvernement belge a annoncé la suspension partielle de l'aide belge, justifiée par le manque de progrès politique et de dialogue entre le gouvernement et l'opposition. Cette suspension vise le soutien financier à l'aide au processus électoral et la coopération policière. L'aide apportée par le gouvernement belge représentait selon les derniers chiffres de l'OCDE, 65 M USD en 2013, sur un montant total d'aide de 546 M USD. En parallèle, l'Union

européenne, dont l'aide représentait 75 M USD en 2013, a imposé un gel des avoirs et une interdiction de voyager à l'encontre de quatre hauts-fonctionnaires proches du président, impliqués dans la répression depuis mars dernier.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Éthiopie : Hailemariam Desalegn reconduit au poste de Premier ministre, départ du ministre des Finances**

Le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn, arrivé au pouvoir en 2012, a été reconduit à son poste le 6 octobre. La composition du nouveau gouvernement a été approuvée par le Parlement à l'unanimité. Le principal changement est le départ de Sufian Ahmed à la tête du ministère des Finances et de la Coopération économique. Il a été remplacé par Abdoulaziz Mehammed. Deux nouveaux ministères clés pour le développement économique ont été créés, celui de la construction et celui du développement des entreprises publiques. La nouvelle équipe aura pour mission de mener à bien le deuxième plan de transformation et de croissance, qui vise à faire de l'Éthiopie un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : dégradation des relations entre les gouvernements américain et soudanais**

Les déclarations publiques relatives à un entretien entre les ministres américain et soudanais des Affaires étrangères, confirment les positions antagonistes des deux gouvernements. Le Soudan accuse les États-Unis de créer des obstacles à l'allègement de sa dette extérieure, de le sanctionner unilatéralement et de ne pas honorer son engagement de le retirer de sa liste des États soutenant le terrorisme suite à la partition avec le Soudan du Sud en 2011. Washington demande de son côté à Khartoum de cesser ses trois conflits internes au Darfour et dans ses régions du Nil Bleu et du Kordofan méridional. Washington souhaite également une plus grande ouverture politique.

✉ oliver.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : prise de fonction de Mme Lalao Ravalomanana, maire de la commune urbaine d'Antananarivo**

La passation de service entre l'ancien président de délégation spéciale/PDS Joseph Ramiamanana et le nouveau maire, Lalao Ravalomanana, s'est déroulée le 6 octobre 2015. Mme Ravalomanana a été élue à 56% des voix lors des élections municipales, avec un taux record de 70% d'abstention. Issue du parti Tiko I Madagasikata /TIM dont la présidence nationale est assurée par son époux l'ancien président malgache et ancien maire d'Antananarivo Marc Ravalomanana, Mme Ravalomanana devient la première femme maire de la capitale. Avec ses 31 conseillers municipaux sur 55 pour TIM, le parti devrait remporter le poste du président du conseil municipal de la commune urbaine d'Antananarivo.

✉ andri.anderson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : volonté réaffirmée du Royaume-Uni de renforcer son partenariat économique**

A l'occasion de la visite au Nigéria de son ministre d'Etat en charge du département du Développement international, le Royaume-Uni a rappelé le rôle que souhaite jouer son pays dans le soutien à une plus grande stabilité économique au Nigéria. Le Royaume-Uni veut notamment étendre sa présence dans le secteur de l'énergie solaire et de la coopération militaire, mais aussi renforcer ses programmes d'aide au développement (environ

300 M EUR/an actuellement). En 2014, le montant des échanges commerciaux entre les deux pays s'élevait à plus de 8,2 Mds EUR, selon le ministre britannique.

✉ thibault.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nouveau directeur des opérations pour le bureau régional de la Banque mondiale à Abidjan**

L'ancien ministre seychellois des Finances, du commerce et l'investissement, Pierre Laporte, vient d'être nommé directeur des opérations de la Banque mondiale pour cinq pays d'Afrique de l'Ouest : la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, le Togo et la Guinée. Il prendra ses fonctions le 1^{er} novembre prochain et succèdera au mauritanien Ousmane Diagana qui était à ce poste à Abidjan (Côte d'Ivoire) depuis janvier 2014. Titulaire d'une maîtrise en économie, Pierre Laporte a déjà travaillé au Fonds monétaire international (FMI) pendant environ six ans, dont trois ans (2005-2008) au poste de représentant résident au Niger.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC-RSA : Signature de 35 accords de coopération**

La visite officielle de 48 heures du président sud-africain, Jacob Zuma, en République démocratique du Congo (RDC) a été marquée vendredi 16 octobre 2015 à Kinshasa, par la signature de 35 accords de coopération. Ces accords concernent les domaines d'interventions suivants: la politique et la bonne gouvernance, la défense et la sécurité, l'économie, le commerce, l'énergie, les finances et les infrastructures, ainsi que les affaires sociales et humanitaires.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Angola : révision à la baisse à 4 % de la prévision officielle de croissance 2015**

Le vice-président angolais a revu à la baisse la projection officielle de croissance attendue cette année à 4 % contre 6 % précédemment, un seuil proche de la récente prévision du FMI de 3,5 %, tenant compte des conséquences pour l'économie de la faiblesse persistante des cours du baril de pétrole. Confrontée à la chute des recettes, la dette publique devrait en outre croître rapidement pour s'établir à 46 % du PIB contre 32 % l'an dernier, le FMI prévoyant de son côté une dette à hauteur de 57 %. Le taux d'inflation a de nouveau accéléré en septembre à +11,7 % et s'établirait sur l'année à +14 % en fin d'année, au-delà de la cible de 7-9 % suivie par les autorités monétaires.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **La Banque mondiale met 2 Mds USD à la disposition de l'Angola**

Au-delà d'un prêt direct de 1 Md USD accordé par la BIRD -Banque internationale de reconstruction et de développement- sur la période juillet 2014 - juin 2016 et destiné à la mise en place du premier programme de financement de la politique de développement de la gestion budgétaire du gouvernement, l'Angola pourra également compter sur une garantie de l'institution financière à hauteur de 200 M USD sur des financements internationaux privés dans la limite de 1 Md USD.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : annonce d'un plan de relance, financé via les réserves**

En réaction à la nette décélération de la croissance, attendue à 2,6 % cette année du fait de la baisse de la production de minerais et plus particulièrement de diamants, le président Khama a annoncé l'adoption prochaine d'un plan de relance financé à partir des réserves du pays estimées à 88 Mds Pula, soit 8,55 Mds USD, la moitié alimentant le fond souverain. L'objectif vise à accélérer la diversification de l'économie. Si aucun détail s'agissant du montant retenu sur les réserves n'a été précisé, le président a indiqué que les sommes prélevées serviraient à financer des projets d'infrastructures ciblant le développement du tourisme, l'agriculture, la construction (logements, écoles et routes) et l'industrie manufacturière.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : hausse du principal taux directeur de +25 pdb à 7,75 %**

Arguant d'une hausse attendue du taux d'inflation en 2016 à 5,6 % en moyenne annuelle, la banque centrale a décidé de porter le taux de facilité de prêt marginal de 7,5 % à 7,75 %. Dans le même temps, elle a porté le taux de facilité de dépôt de 1,5 % à 2 % et le coefficient de réserves obligatoires de 8 % à 9 %. Elle a également annoncé que le niveau des réserves de change avait chuté de 246,4 M USD fin septembre à 2.307,9 M USD, soit 3,4 mois de couverture des importations de biens et services. Cette baisse s'explique en partie par les interventions de la banque centrale sur le marché des changes, qui n'ont pas réellement eu l'effet escompté au vu de la poursuite de la dépréciation du metical.

✉ philippe.fouet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : révision à la baisse des projections officielles de croissance 2015/16**

A l'occasion de la présentation du budget 2016, le ministre des Finances a revu à la baisse, de 7 % à 4,6 %, la projection de croissance pour 2015, tirant les conséquences de la faiblesse des cours du cuivre et du repli de la production, conjugués au recul de la demande extérieure et de l'impact de la sécheresse sur le secteur agricole et sur la production d'hydro-électricité. Pour 2016, l'hypothèse de croissance est de 5 % et s'accompagne d'un objectif d'inflation de +7,7 % sur l'année, un niveau plutôt contenu au regard de la dépréciation marquée du kwacha cette année.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : élaboration du plan national de développement 2016-2020**

Au cours des assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, la Côte d'Ivoire a présenté un portefeuille de 94 projets (dont les autoroutes Abidjan-Lagos et Abidjan-Ouagadougou, le train urbain d'Abidjan et la construction de deux barrages hydroélectriques), pour un montant total de 25 Mds USD à financer sur la période 2016-2020, avec pour objectif affiché de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent d'ici 2020. Une partie de ces investissements sera réalisée dans le cadre de partenariats public-privé (pour un montant estimé de 14 Mds USD) et sécurisée par des mécanismes de garantie MIGA (*Multilateral Investment Guarantee Agency*).

✉ foucaud.jaulin@gide.com

▼ **Maurice : révision à la baisse de la croissance et de l'inflation pour 2015**

Le FMI a revu à la baisse sa prévision de croissance 2015 pour Maurice de 3,9% à 3,5%, soit un taux de croissance identique à celui de 2014. Pour 2016, la prévision du FMI est de 3,8%, en deçà de l'objectif de 5,7% souhaité par le gouvernement. Le taux d'inflation devrait, quant à lui rester faible, inférieur à 2% pour 2015. Selon les données du Bureau central des statistiques de Maurice, le taux d'inflation moyen s'est élevé à 1,2% entre septembre 2014 et septembre 2015, contre 3,9% entre septembre 2013 et septembre 2014. Ces données confirment le faible dynamisme de l'économie mauricienne en 2015.

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : révision à la baisse des prévisions de croissance par le FMI**

À l'occasion de la présentation de la 5ème revue de l'économie ougandaise, la représentante du FMI en Ouganda a revu la prévision de croissance à la baisse à 5 %, contre une prévision antérieure de 5,8 %. Cette révision intervient dans le contexte de ralentissement des économies des grands pays émergents, de la dépréciation du shilling (-27 % par rapport au dollar en septembre 2015 sur un an) et de l'augmentation de l'inflation (+7,2 % sur la même période). Le FMI reconnaît les améliorations de la politique économique et budgétaire du gouvernement. Enfin, il émet un satisfecit sur la mise en œuvre des réformes de gouvernance économique du pays et le niveau des réserves de change.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : croissance de 14 % du secteur du tourisme sur l'année fiscale 2014/2015**

Le secteur touristique ougandais a généré 1,6 Md USD de revenus sur l'année fiscale 2014/2015, soit une hausse de 14 % par rapport à l'année antérieure. Ce résultat reflète la hausse de 5 % du nombre de visiteurs, à 1,27 million. Le tourisme représente près de 10 % du

PIB du pays et emploie 592 500 personnes. Les prévisions de croissance du secteur sont de 8 % en 2015/2016 et de 6,6 % en moyenne annuelle à horizon 2025.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : forte baisse de la croissance et inflation modérée en 2015

Après une année 2014 marquée par une croissance dynamique (entre 5,2% et 6,8% selon les sources), les prévisions de croissance ont été fortement revues à la baisse pour 2015 (entre 1,0% et 2,7% selon les sources) en raison du recul de la production pétrolière et des cours du baril. Dans ce contexte, l'inflation retrouve un niveau très modéré : après 0,9% en 2014, la hausse des prix devrait se situer entre 0,9% et 2,7% en 2015 et entre 1,7% et 2,7% en 2016.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : le FMI prépare une lettre de confort pour les bailleurs de fonds

A la suite des 6^{ème} et 7^{ème} revues effectuées en septembre dernier à Niamey, le FMI prépare une lettre de confort qu'il adressera aux bailleurs (Banque mondiale, BAfD, UE, etc.) pour leur faire part de son appréciation favorable de la politique économique menée par les autorités nigériennes. Globalement, ce document devrait faire état d'une réduction prévue du déficit budgétaire autour de 5% du PIB contre 8% prévus à fin juin 2015, et de l'effort entrepris par le gouvernement pour réduire les arriérés accumulés à fin décembre 2014. Ce rapport devrait faciliter le décaissement des aides budgétaires par les bailleurs de fonds.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Angola : 4^{ème} position en Afrique subsaharienne pour les perspectives économiques au classement *Africa's Prospects* du cabinet Nielsen

Selon l'étude *Africa's Prospects* réalisée par le cabinet *Nielsen Company*, l'Angola se classe en 5^{ème} position en Afrique subsaharienne en terme de perspectives économiques derrière l'Ethiopie, la Côte d'Ivoire, le Mozambique et le Kenya. L'étude portant sur le cadre macroéconomique, le climat des affaires, ainsi que différents indicateurs relatifs à la consommation, souligne le potentiel de développement du marché au regard de la croissance démographique et du revenu moyen. En dépit des difficultés actuelles, la hausse attendue du pouvoir d'achat des ménages a déjà attiré de grandes chaînes de distribution sud-africaines comme *Spar* ou *Shoprite*.

✉ xavier.chatte-ruols@businessfrance.fr

▼ Mali : projet de loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Le conseil des ministres a adopté le 14 octobre un projet de loi prenant en compte les recommandations du GAFI et la directive de l'UEMOA sur la lutte contre le financement du terrorisme dans les Etats membres. La nouvelle loi fusionnera les dispositions de deux précédentes lois de 2006 et 2010 concernant séparément la lutte contre le blanchiment de capitaux et la lutte contre le financement du terrorisme. Les nouvelles dispositions concernent notamment les mesures de vigilance par les institutions financières dans les opérations transfrontalières, la protection de données et le partage d'informations par les banques appartenant à un groupe international.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Burkina Faso : projet de loi relatif aux entreprises d'investissement à capital fixe - compte rendu du conseil des ministres du mercredi 2015

Le conseil des ministres a examiné le 14 octobre un projet de loi sur les entreprises d'investissement à capital fixe, dont l'objet consiste à concourir au renforcement des fonds propres des sociétés non cotées, en particulier les PME, classées en quatre catégories : les établissements financiers de capital risque ou d'investissement en fonds propres, les sociétés de capital-risque ou d'investissement en fonds propres. Ce projet de loi est établi sur la base de la loi uniforme de l'UEMOA adoptée en février dernier. Le Sénégal et le Togo ont déjà adopté des textes législatifs basés sur cette loi uniforme.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Cameroun : le Président Paul Biya précise les priorités de son gouvernement

La défense du territoire contre la menace Boko Haram et la préservation de la sécurité intérieure demeurent les premières priorités du président Paul Biya. Vient ensuite, l'augmentation du rythme de croissance de l'économie camerounaise, traduit par la priorité accordée à la bonne exécution du plan d'investissement d'urgence triennal de 925 Mds FCFA, et enfin, la préparation des coupes d'Afrique des nations de football 2016 et 2019. Le président a relevé la nécessité de corriger les déficiences du gouvernement, en ce qui concerne la sous consommation du budget d'investissement, la préparation des projets, et le manque de coordination entre les départements ministériels.

✉ aurelien.salvini@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Djibouti : accord pour le développement de centrales solaires de 200 MW avec la société canadienne SkyPower

La société canadienne SkyPower et la république de Djibouti ont signé un accord pour la réalisation de centrales solaires d'une capacité totale de 200 MW. Ce projet de construction de centrales électriques requiert un investissement de 440 M USD en quatre phases sur une période de quatre ans. Sur 440 M USD, 11 M USD seront consacrés à la responsabilité sociale et environnementale, à l'éducation et à la formation notamment. Djibouti entend développer sa production d'énergie solaire dans le but de réduire sa dépendance énergétique mais également afin de respecter son engagement de réduction d'émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : émission programmée d'une obligation de 5 Mds KES destinée à des projets d'infrastructures via le système de transfert d'argent mobile M-Pesa

Le Trésor kényan a annoncé qu'il allait procéder, en octobre, à l'émission d'un titre obligataire de 5 Mds KES (42,5 M EUR) sur 5 ans, destiné à financer les projets en infrastructures du gouvernement via la plateforme de transfert d'argent mobile M-Pesa. Ce nouveau système, appelé M-Akiba, a été mis en place en partenariat avec l'opérateur de télécommunication Safaricom et le Nairobi Securities Exchange. Cette émission vise à tirer parti de l'épargne des particuliers. Il s'agit d'un nouveau moyen d'emprunter sur le marché domestique et de financer la dette publique, estimée à 45,5% du PIB pour 2014/15 (Banque mondiale).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : l'État élabore sa première politique nationale urbaine

Le ministère d'Etat en charge des projets présidentiels et de l'aménagement du territoire a organisé à Antananarivo, du 19 au 21 octobre, le second Forum national urbain, pour valider les grandes orientations de la toute première politique nationale urbaine du pays. Ce forum a réuni notamment les 172 maires des villes, élus en juillet dernier. Avec l'urbanisation accélérée du pays, dont le nombre d'urbains va passer de 7 à 14 millions en 15 ans, on assiste à une prise de conscience de la nécessité d'organiser rapidement cette transition urbaine. La décentralisation effective, le financement des villes, la planification stratégique et la réalisation de quartiers pilotes seront des axes de cette nouvelle politique.

✉ jj.helluin@yahoo.fr

▼ Cameroun : deux groupements constitués pour le projet de câble sous-marin à fibre optique reliant le Brésil au Cameroun

Le projet prévoit la construction d'une liaison de 5917 km de câble sous-marin entre le Cameroun et le Brésil, l'extension de 208 000 lignes filaires pour les abonnés du réseau fixe et la fourniture et l'installation de sources d'énergie dont 50 stations solaires, le tout pour un coût estimé à 280 Mds FCFA (427 M EUR). Les négociations entre l'Etat camerounais et l'Exim Bank China sont en cours pour le financement du projet. Deux conventions ont été signées, l'une entre Unicom China et Téléfonica pour la construction du point d'atterrissage du câble à Fortaleza au Brésil, l'autre entre Unicom China, Camtel et Huawei, pour le déploiement du câble au Cameroun (Kribi).

✉ aurelien.salvini@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la Banque africaine de développement (BAfD) pourrait octroyer 100 M USD pour des projets agricoles

Le président de la BAfD, M. Akinwuni Adesina, a annoncé que 100 M USD allaient prochainement être débloqués pour le Ghana, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration de la banque. Cette enveloppe servirait notamment à financer des projets agricoles dans la partie nord du Ghana, région la plus pauvre du pays.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : ligne de crédit de 15 M USD de la BAfD à Unibank.

La Banque africaine de développement a octroyé une ligne de crédit de 15 M USD à la banque ghanéenne Unibank. Cette facilité sera destinée au soutien de PME spécialisées dans l'import-export, l'agroalimentaire, la construction, et l'industrie légère.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : réalisation d'un projet d'eau et d'assainissement en région Brong Ahafo sur financement de l'AFD

A travers un prêt de 18,6 M EUR, l'AFD a contribué à l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans la région Brong Ahafo. Ont été mis en place ou construits : 17 systèmes d'approvisionnement en eau potable, 772 forages ou puits ainsi que 101 latrines collectives. 12 *Sanimarts* (showroom présentant les différents modèles de latrines rurales) ont été construits pour encourager les habitants de 150 communautés à s'équiper de toilettes et contribuer ainsi à atteindre l'objectif de non défécation en plein air. A travers l'action des bailleurs comme l'AFD, le nombre de personnes ayant accès à l'eau potable est passé de 48% à 72% dans la région au cours de la vie du projet.

✉ dankwadd@afd.fr

▼ Nigéria : investissement de 98 M USD de la Banque Islamique de Développement (BID) dans l'éducation

La BID va investir 98 M USD dans un projet éducatif bilingue (arabe/anglais) destiné à réduire le fossé entre l'enseignement public primaire nigérian et l'enseignement pratiqué dans les « *almajiri school* » (école primaire coranique). Les Etats partenaires, que sont l'Adamawa, le Borno, Gombe, Kaduna, Kano, Kwara, Nasarawa, Niger et Osun, en espèrent une réintégration facilitée des élèves des « *almajiri school* » au parcours d'enseignement officiel et un accès à l'enseignement supérieur.

✉ follino@proparco.fr

▼ Libéria : intervention conjointe de l'Afriland First Bank et de l'USAID en faveur de l'accès aux prêts pour les PME

La filiale libérienne d'Afriland First Bank (majoritairement camerounaise) et l'USAID ont signé un accord de partage de risque sur des crédits afin de faciliter l'accès des PME aux prêts principalement dans le secteur agricole mais également dans la construction. Cet accord sera mis en œuvre via le Liberia Investing for Business Expansion Program (IBEX), programme lancé en 2012 par l'USAID, qui accompagne les PME et les banques locales en mettant à disposition des formations techniques. Jusqu'à présent, l'USAID a aidé près de 140 entreprises qui ont obtenu plus de 340 contrats pour un montant global de 31 M USD.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap Vert : la compagnie nationale IFH va emprunter 8,8 M USD

Les autorités cap verdiennes ont autorisé la compagnie nationale de l'immobilier et de l'habitat (IFH), à émettre sur le marché des obligations pour un montant de 8,8 MUSD, dont les conditions restent encore à définir. Les fonds mobilisés serviraient à la mise en œuvre du programme d'habitat social « logement pour tous » (Housing for All), initié par les autorités en 2013.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la Banque mondiale octroie un financement de 122 M USD

Trois accords de financement, portant sur un montant global de 122 MUSD, ont été signés le 20 octobre à Abidjan, entre le gouvernement ivoirien et la Banque mondiale. Le premier d'un montant de 100 MUSD est un appui budgétaire qui devrait soutenir le programme de lutte contre la pauvreté du pays. Le 2^{ème} accord est un don de 15M EUR octroyé par l'AID pour la création de trois centres d'excellence dans le système d'enseignement supérieur ivoirien. Le 3^{ème} accord est un prêt à un projet de gestion des pesticides obsolètes dans le pays.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : adhésion à Africa Finance Corporation

La Côte d'Ivoire a signé le 19 octobre l'instrument d'adhésion à Africa Finance Corporation (AFC). Il en est devenu le 11^{ème} État membre, aux côtés notamment du Ghana, du Nigeria, du Gabon, du Tchad, de la Guinée, de la Guinée-Conakry. Cette adhésion permet à l'AFC d'obtenir le statut de créancier privilégié dans le pays. AFC a investi plus de 2,5 Mds USD dans 24 pays africains. En Côte d'Ivoire, l'institution a participé au financement de la construction du pont Henri Konan Bédié, reliant les parties nord et sud d'Abidjan. En juillet dernier, AFC avait signé un accord avec Ivoire Hydro Energy pour le développement d'une centrale hydroélectrique de Singrobo dans le centre du pays.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire et Mali : émissions obligataires de respectivement 100 et 35 Mds FCFA

Le Trésor ivoirien a émis une obligation assimilable de 100 Mds FCFA (152 M EUR) pour une durée de 84 mois et un taux d'intérêt de 5,85%, avec un taux de couverture mis en adjudication de 143,09 %. Le Trésor malien a émis une obligation assimilable de 35 Mds FCFA (53 M EUR) pour une durée de 60 mois et un taux d'intérêt de 6,25%, avec un taux de couverture mis en adjudication de 173,87%.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger: plan d'actions sur la gouvernance sécuritaire avec les Etats-Unis

La ministre chargée de l'Intégration africaine a procédé, le 14 octobre dernier avec l'ambassadeur des Etats-Unis au Niger, à la signature d'un document cadre portant sur un plan d'action conjoint dans le cadre de l'initiative sur la gouvernance sécuritaire. Cette initiative, qui regroupe six pays africains et les Etats-Unis, vise à améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité pour renforcer sa capacité à répondre à la menace terroriste. Le plan d'actions est structuré autour de trois domaines : (i) examen de la sécurité nationale et du cadre stratégique, (ii) alignement efficient des ressources humaines avec le matériel disponible et (iii) échanges d'informations.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Angola : l'ADEPTA organise une mission agro-industrie les 7-12 décembre 2015

Suite à la visite du Président Hollande à Luanda en juillet dernier, le gouvernement angolais a souhaité que la venue à Luanda d'une délégation restreinte de haut niveau « agriculture-élevage-agroalimentaire » pour présenter les principales entreprises et coopératives françaises. Les autorités angolaises, notamment le ministre de l'Agriculture, souhaitent connaître l'offre française en matière de structuration de filières agricoles, d'investissement et de transferts de technologie. Cette mission aura pour objectif de rencontrer les principaux bailleurs et banques commerciales angolaises présentes sur ce secteur.

✉ florian.desaintvincent@adepta.com

▼ Afrique australe : le phénomène climatique *El Nino* fait craindre une sécheresse

Le dernier bulletin de la SADC sur la situation en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle considère qu'un épisode de sécheresse pour la campagne agricole 2015/2016 qui débute est probable, ce alors que la région a déjà connu une mauvaise campagne 2014/2015. Ces prévisions s'appuient sur l'épisode *El Nino* en cours qui se traduit généralement pour la moitié sud de la SADC par des précipitations inférieures à la moyenne. Alors que les stocks céréaliers sont au plus bas et que les prix du maïs ont augmenté, une nouvelle sécheresse risquerait d'aggraver la sécurité alimentaire dans la région. Le rapport évalue à 13,4 millions le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans la SADC.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : la fusion *SABMiller & Bush InBev* voit naître un géant de la bière

Après avoir refusé plusieurs offres, le conseil d'administration de SABMiller a validé la dernière offre d'Anheuser-Bush InBev valorisant la société sud-africaine à hauteur de 107 Mds USD. En cas d'aboutissement, cette fusion serait la 3^{ème} plus importante au monde et permettrait au nouveau groupe de contrôler 35 % du marché mondial de la bière. Elle pourrait se traduire par un afflux de liquidités qui permettraient de soutenir l'activité du *Johannesburg Stock Exchange*, le titre SAB Miller demeurant côté à Johannesburg, tout en contribuant à réduire la pression sur le Rand, via une possible hausse des réserves de change.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : appel de la Banque mondiale pour une révision de la politique agricole

Lors d'un séminaire sur l'innovation et l'utilisation des TIC dans l'agriculture, la directrice pays de la Banque mondiale a incité le gouvernement à revoir les programmes de développement agricole en cours afin d'améliorer la croissance du secteur, actuellement limitée à 2% par an. Celle-ci est attribuée au faible rendement des terres et à la faible productivité de la main d'œuvre, alors même que 70 % des 35 millions d'Ougandais dépendent de ce secteur qui représente 23 % du PIB national. Pour développer le secteur, la Banque mondiale préconise la

modernisation des pratiques agricoles, l'amélioration de la qualité des intrants et l'augmentation de la valeur ajoutée des productions.

✉ thierry.loussakouneo@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : pression accrue sur la politique du riz**

Des inondations dans les Etats de Sokoto et Zamfara ont entraîné des pertes céréalières et rizicoles sévères (625 250t), n'arrangeant pas les déficits de la production de riz du pays (environ 3 Mt produites pour 3 Mt importées). Le 8 octobre, le contrôleur général des douanes demandait l'abandon des tarifs prohibitifs sur l'importation de riz (100% taxes + 10% droits d'importation), mesures protectionnistes décidées par l'administration précédente, et la levée des restrictions d'accès aux devises émises par la banque centrale. Plus récemment, une délégation d'entreprises du Brésil, 1^{er} producteur de riz en Amérique latine, s'est dite prête à aider le Nigéria à produire, ainsi qu'à couvrir les besoins si les barrières étaient assouplies.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Éthiopie : objectif de 3 Mds USD de revenus miniers à l'horizon 2020 grâce aux investissements privés étrangers**

Le ministère des Mines prévoit une augmentation des revenus miniers à 3 Mds USD, d'ici la fin du deuxième *Growth and Transformation Plan*, GTP (2015-2020), grâce aux exportations d'or mais aussi de gaz, de potasse et de tantale. À titre d'exemple, la société chinoise Ploy CGL prévoit de débiter l'exportation de gaz de la région de l'Oganden en 2018, grâce à un investissement de 4 Mds USD. Elle entend en effet produire 4 Mds de tonnes de gaz liquéfié par an sur les sites de Kalub et Hilala, dont 3 Mds seront exportées vers la Chine. Les exportations du secteur minier se sont élevées à 2,4 Mds USD pour le GTP I (2010-2015), principalement grâce aux ventes d'or.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Éthiopie : la centrale hydroélectrique de Gilgel Gibe III entre en production**

La centrale hydro-électrique de Gilgel Gibe III, d'une capacité de 1 970 MW et dotée d'un réservoir de 14 700 millions de mètres cubes d'eau, a débuté sa production. Cette centrale a été construite sur la rivière Omo en amont du lac Turkana, dans le sud-ouest du pays, pour un coût de 1,8 Md USD. La moitié de l'électricité produite sera exportée au Kenya (500 MW) au Soudan (200 MW) et à Djibouti (200 MW). Une ligne de transport de haute tension reliant l'Éthiopie au Kenya est actuellement en construction pour permettre ces exportations. Les travaux devraient être terminés d'ici 2018.

✉ magali.pialat@dgtresor.gouv.fr (relais Business France pour l'Éthiopie)

▼ **Tanzanie : importante hausse de la production d'or pour CGM, principal acteur du marché en Tanzanie**

Geita Gold Mine (GGM), premier producteur d'or du pays en 2014, a accru sa production de 4% durant le second trimestre de l'année 2015. La production de l'entreprise, détenue par le sud-africain AngloGold Ashanti (1^{er} producteur d'or en Afrique), s'est élevée à 131 549 onces d'or, contre un objectif initial de 126 601 onces d'or. Dans le contexte de cours de l'or déprimés au niveau mondial, l'entreprise a engagé une politique de réduction de ses coûts de production. La

Tanzanie est le 4^{ème} producteur d'or en Afrique après l'Afrique du Sud, le Ghana et le Mali, avec une production de 1,27 M onces d'or par an en 2014.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : déclin de la production d'électricité**

Tanesco, l'agence nationale en charge de la production et de la distribution de l'électricité, a admis faire face à une baisse de la production. Les fréquentes coupures de courant en augmentation depuis un mois seraient dues à une baisse du niveau d'eau des réservoirs des centrales hydroélectrique et non à des problèmes techniques liés à la connexion aux nouvelles centrales à gaz, comme l'entreprise l'affirmait jusqu'alors. Ainsi, la capacité de production connectée au réseau national est de 1.521 MW avec seulement 60% de la puissance installée disponible, compte tenu du poids et de la variabilité de la ressource hydroélectrique

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : mémorandum d'entente pour la livraison d'hydrocarbures au Burkina Faso**

La compagnie ghanéenne de transport d'hydrocarbures (BOST) a signé un mémorandum d'entente avec son homologue burkinabé pour la livraison de produits pétroliers. Des dépôts d'une capacité de 25 000 tonnes, à Bolgatanga (région nord-est) permettront d'assurer l'approvisionnement du Burkina Faso en carburants. Le réseau d'oléoducs reliant la région d'Accra à Bolgatanga en passant par Buipe se substituera au transport routier qui prévalait jusqu'ici. La compagnie ghanéenne ambitionne d'étendre ses livraisons à l'ensemble de la région sahéenne et notamment au Mali.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : état des lieux sur les projets de production d'électricité**

Le ministre de l'Energie, Kwabena Donkor, a présenté un bilan de la situation énergétique du Ghana. Se montrant optimiste, il a annoncé que le déficit de production d'électricité pourrait être résorbé d'ici fin 2015. Le ministre a dressé une liste des projets qui devraient être complétés d'ici 2016 : extension de 180 MW de la centrale opérée par Sunon Asogli (Chine), mise en service d'une centrale de 220 MW par l'entreprise publique VRA, arrivée en novembre d'une barge Karpowership (Turquie) de 225 MW et arrivée fin octobre d'une barge Ameri (Qatar) de 250 MW.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la menace de réduction de l'approvisionnement en gaz nigérian s'éloigne**

Le producteur de gaz nigérian N-Gas avait menacé la semaine dernière de réduire de 70% ses exportations de gaz vers le Ghana suite à des dettes accumulées de 181 M USD par l'acheteur public ghanéen VRA. Suite à des discussions avec des représentants du gouvernement ghanéen et un versement de 10 M USD de VRA, N-Gas a décidé de repousser sa menace de rationnement. N-Gas et VRA doivent désormais s'entendre sur un plan de règlement des dettes, N-Gas exigeant un remboursement des arriérés d'ici février 2016. La fourniture de gaz nigérian, bien qu'irrégulière, permet d'assurer environ 25% de la génération électrique ghanéenne.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la France dénonce les opérations de torchage du gaz

L'ambassadeur français climat pour l'Afrique et le Moyen Orient, S. Gompertz, a récemment alerté les autorités nigérianes sur les opérations de torchage du gaz à grande échelle liées à l'extraction pétrolière. Si les majors à l'instar de Total ou Shell ne brûlent que 20% des rejets naturels de gaz et s'engagent à réduire davantage cette part, les compagnies nigérianes (NPDC, Seplat...) systématisent cette pratique à hauteur de 80% de leurs rejets. Le Nigéria est ainsi considéré comme le 2^{ème} pays en volume de gaz torché après la Russie ; selon la NNPC, qui additionne les volumes de torchage déclarés par les sociétés pétrolières, le Nigéria aurait torché 8,2 Mds m3 de gaz associé en 2014, un non-sens économique et écologique.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : les raffineries nigérianes n'ont fonctionné qu'à 10% de leur capacité en août

En dépit des affirmations sur les performances techniques et financières des trois raffineries nigérianes situées à Port Harcourt, Warri et Kaduna, le rapport mensuel de NNPC du mois d'août rapporte que ces dernières n'ont fonctionné qu'à 10% de leur capacité (env. 110 000 barils/jour, soit 5% de la production nationale) et enregistrent une perte de 140 M EUR sur les 8 premiers mois de l'année. NNPC dénonce plusieurs facteurs : le vandalisme sur les oléoducs ainsi que le coût élevé de maintenance et de modernisation des raffineries. La remise en service des raffineries, promesse électorale du candidat Buhari, devrait permettre une exploitation optimale à partir du 2^{ème} trimestre 2016.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : impacts environnementaux des énergies renouvelables - énergie éolienne.

D'ici 2025, le gouvernement fédéral souhaite renforcer la place des énergies renouvelables dans son *energy mix* en développant notamment les infrastructures éoliennes. Actuellement à un peu plus de 10 MW, l'objectif est de quadrupler cette contribution d'ici 10 ans. Si les impacts positifs de l'énergie éolienne sont nombreux (absence de pollution de l'air, de substances toxiques), les impacts sur l'environnement sont également à considérer (désertification des zones voisines, érosion des sols, perte de valeur des terrains...). Il sera donc essentiel que les futurs projets éoliens soient situés dans les grandes plaines ou offshore où le potentiel des ressources énergétiques existent largement.

✉ drichard@france-nigeria.fr

▼ Liberia : arrêt temporaire de la production d'or à New Liberty

La compagnie canadienne d'extraction d'or, Aureus Mining Inc, présente au Libéria et au Cameroun, a interrompu provisoirement sa production dans la mine New Liberty située à 100 km de la capitale au nord-ouest du pays, en raison d'une panne mécanique. La production devrait reprendre d'ici la fin du mois. Le site, exploité exclusivement par l'entreprise canadienne, renfermerait 8,5 Mt de réserves minérales prouvées et probables pour 924 000 onces d'or contenu. En 2014, l'or était le 5^{ème} poste d'exportations du pays, avec des ventes estimées à plus de 19 M USD.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Industrie

▼ Nigéria : le gouvernement fédéral suspend l'attribution de licences pour l'assemblage de voiture.

Le directeur général du National Automotive Design and Development Council (NADDC), structure rattachée au ministère de l'Industrie en charge de la stratégie du Nigéria dans le secteur automobile, a annoncé vouloir consolider les opérations d'assemblage de véhicules déjà établies et renforcer la production locale. La mesure ne concerne pas les fabricants d'équipements d'origine (FEO). L'objectif affiché est de mettre un terme à l'assemblage en CKD sur le territoire nigérian. A ce jour, seuls 14 constructeurs (parmi lesquels Peugeot Automobile Nigeria, Volkswagen of Nigeria, Nissan et Kia) sont habilités par le gouvernement fédéral à assembler localement.

✉ thibauld.leger @dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Aliko Dangote plaide en faveur de la construction des routes en ciment.

Le PDG du Groupe Dangote, considéré comme l'homme le plus riche d'Afrique, souhaite obtenir depuis plusieurs semaines l'accord du gouvernement fédéral sur le choix du matériau de construction des routes nigérianes. Selon lui, le ciment constituerait une option 20% moins chère que le bitume, nécessiterait moins d'entretien (donc sujet à moins de tentatives de corruption) et resterait de bonne qualité pour au moins 50 ans. L'opération serait bénéfique pour le marché de l'emploi nigérian, la production étant locale, tandis que l'asphalte est pour l'instant importé. Le groupe Dangote est aujourd'hui le 1^{er} producteur de ciment du Nigéria avec 29,25 M tonnes/an contre 8 M tonnes/an pour le Groupe Lafarge-Holcim.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique du Sud : Shoprite n°1 de la distribution alimentaire en Afrique

Avec 7,2 Mds EUR de chiffre d'affaires généré en 2014, Shoprite est le leader de la grande distribution en Afrique. Le groupe emploie 133 000 personnes dans 2111 magasins (dont 360 franchises) répartis dans 7 pays africains. Le groupe ne cache pas son intérêt pour un investissement éventuel futur à La Réunion. Business France a profité du déplacement de son responsable agro-alimentaire sur le salon allemand *Anuga* pour lui présenter des entreprises françaises dans le but d'élargir sa gamme de produits. 5 entreprises ont été retenues dans les secteurs de la boulangerie-vienniserie-pâtisserie. Satisfait par les entreprises présentées, Shoprite pourrait ouvrir ses linéaires à de nouveaux produits français dès 2016.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Mozambique : Société Générale ouvre sa filiale Société Générale Moçambique

Société Générale a annoncé le 6 octobre avoir finalisé l'acquisition de 65 % du capital de la banque Mauritius Commercial Bank Mozambique (MCBM), qui devient Société Générale Moçambique. Cette transaction, initiée le 18 mars via l'obtention d'un accord entre les deux banques, est réalisée via une augmentation de capital réservée à Société Générale, dont les termes financiers exacts n'ont pas été dévoilés. Avec l'acquisition de MCBM, SG est désormais présente dans 18 pays africains avec plus de 3 millions de clients, dont 150 000

entreprises, devenant ainsi l'une des banques internationales les plus présentes en Afrique avec JP Morgan Chase, Barclays et Standard Bank.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : plan de fusion des trois banques publiques dans le cadre de la réforme bancaire

Selon le Trésor kényan, trois banques publiques kényanes – National Bank of Kenya (NBK), Consolidated Bank of Kenya (CBK) et Development Bank of Kenya (DBK) – seraient appelées à fusionner en une banque publique, avant d'être privatisée par la suite. Les trois banques ont des capitaux propres cumulés de 13,16 Mds KES (111,7 M EUR) : 10,34 Mds KES (87,8 M EUR) pour CBK et 1,08 Md (9,2 M EUR) pour NBK, 1,74 Mds KES (14,7 M EUR). Cette fusion s'inscrit dans la proposition de réforme bancaire visant à augmenter le niveau des capitaux propres des institutions bancaires de 1 Md KES (8,4 M EUR) actuellement, à 5 Mds KES (42,2 M EUR) fin 2018.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : cession de participation majoritaire de Mauritius Commercial Bank dans sa filiale mozambicaine à la Société Générale

La Mauritius Commercial Bank (MCB), acteur majeur du secteur bancaire à Maurice, a cédé la majorité du capital de sa filiale MCB Moçambique à la Société Générale. Un accord avait été signé en mars 2015 entre la banque française et la MCB, qui détenait alors 95% de MCB Moçambique (MCBC). La MCB reste actionnaire de la banque mozambicaine à hauteur de 35%. Le Mozambique, pays avec lequel Maurice a signé un accord de promotion des investissements (API) et un accord de non double imposition, fait partie des pays ciblés par le gouvernement pour le déploiement des investissements mauriciens en Afrique.

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : craintes sur l'imposition d'une TVA à 18% sur les assurances premium en Tanzanie

La décision du gouvernement en juillet 2015 d'imposer une TVA de 18% sur les couvertures d'assurance premium suscite l'inquiétude du Financial Sector Deepening Trust (FSDT). Le fonds, chargé de développer l'accès aux services financiers, craint que cette décision n'incite les clients actuels à supprimer leur couverture et dissuade les clients potentiels de souscrire à une assurance. Selon la Tanzanian Insurance Regulatory Authority, l'industrie de l'assurance a connu une hausse de 19,9%, à 476 Mds TZ en 2013 (194 M EUR), contre 213 Mds en 2009 (87 M EUR). L'accès au marché de l'assurance demeure néanmoins très faible : 12,7 % de la population adulte n'était pas assurée en 2012 (selon le FSDT).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : Accra Mobile – Cartographie du réseau de transport d'Accra.

Dans le cadre du projet UTP (Urban Transport Project), un partenariat entre les autorités ghanéennes et une université canadienne (Concordia) a permis de cartographier le réseau de transport collectif de la ville d'Accra. Des enquêteurs équipés de smartphones GPS ont sillonné le réseau dans son ensemble, tout en transmettant quotidiennement les données collectées à l'équipe Canadienne en charge de la cartographie et de son analyse. L'enquête a fourni des informations précieuses sur le tracé de l'intégralité des lignes de train de la ville d'Accra et leur fréquentation en fonction des heures de la journée. C'est une première étape vers davantage de planification et de réglementation des transports collectifs du pays.

✉ dankwadd@afd.fr

▼ **Bénin : fibre optique**

Le câble sous-marin de fibre optique « Africa Coast to Europe », a été officiellement mis en service le 13 octobre dernier à Cotonou. Le projet de 35 M USD a été financé par l'Agence internationale pour le développement (IDA) de la Banque mondiale, l'Etat du Bénin et le groupement d'intérêt économique « Benin ACE », formé d'opérateurs et de fournisseurs d'accès Internet. Le câble ACE est la seconde infrastructure de fibre optique au Bénin, et vient renforcer la capacité du câble sous-marin SAT3, en service depuis 2002.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : relance du projet de liaison ferroviaire Cotonou-Niamey**

La nouvelle entreprise ferroviaire Bénirail, basée au Bénin, vient de récupérer officiellement la concession de la ligne précédemment exploitée par la précédente structure bi-étatique, l'Organisation commune Benin Niger (OCBN). Bénirail est détenue à 40% par le groupe Bolloré, à 20% par les Etats du Bénin et du Niger et à 40% à des investisseurs privés de ces deux pays. Elle s'apprête à relancer le projet de liaison ferroviaire Cotonou-Niamey, qui représente 1000 des 3000 km de la boucle ferroviaire qui reliera Abidjan à Cotonou.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : projet de construction d'un chemin de fer reliant San Pedro (Côte d'Ivoire) à Bamako (Mali)**

Un protocole d'accord a été signé entre le gouvernement ivoirien et le groupe italien Italferr qui a été retenu pour la réalisation du tracé du chemin de fer qui reliera les villes de San Pedro et de Bamako sur une distance de 1000 km. Ce projet vise à renforcer les échanges entre la Côte d'Ivoire et le Mali, en ouvrant à ce dernier un accès direct au port de San Pedro. Le nouvel axe ferré permettra également de connecter le port à toutes les zones minières et agricoles qu'il traversera.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Comores : attribution de la deuxième licence de téléphonie à l'opérateur malgache Telma

Le consortium malgache Telma/Sofima a remporté, le 1^{er} octobre, l'appel à manifestation d'intérêt portant sur la deuxième licence de téléphonie. L'offre financière proposée par le consortium Telma/Sofima, de 14,2 M EUR, est deux fois supérieure à celle de son concurrent Mauritius Telecom, filiale du groupe Orange. En raison de l'enlisement du processus de privatisation de l'opérateur historique public Comores Telecom depuis fin 2013, le gouvernement a accéléré le processus d'ouverture à la concurrence du secteur en accordant cette licence avant la fin du mandat présidentiel d'Ikililou Dhoinine en 2016.

✉ andri.anderson@dgtresor.gouv.fr

▼ Éthiopie : African Mining devient contractant privilégié pour la mine d'or Tulu Kapi

Kefi Minerals Plc a choisi African Mining Services, filiale à 100% de la compagnie australienne Ausdrill Ltd, pour le marché de construction et d'exploitation de la mine d'or à ciel ouvert Tulu Kapi, située dans l'ouest de l'Éthiopie. La production du premier lingot d'or est prévue en 2017. La compagnie minière aurifère émergente, cotée à Londres avec des actifs en Éthiopie et en Arabie Saoudite, espère produire en moyenne 100 000 onces d'or par an sur plus de dix ans à Tulu Kapi, dont on estime les réserves de minerai à 1 million d'onces.

✉ magali.pialat@dgtresor.gouv.fr (Relais Business France)

▼ Nomination du nouveau directeur général d'Air Madagascar

Suite à l'appel à candidatures mené par le cabinet indépendant FTHM, Gilles Filiatreault (Canada) a été nommé à la tête de la compagnie aérienne Air Madagascar. La dernière grève du personnel avait conduit à la démission du conseil d'administration et du directeur général en juillet 2015. La mission du nouveau directeur général consistera à : i) poursuivre les efforts pour retirer Air Madagascar de l'annexe B de l'Union européenne (liste des compagnies faisant l'objet d'une restriction d'exploitation dans l'UE), ii) préparer la compagnie à la concurrence engendrée par l'ouverture du ciel, iii) conclure des partenariats et investissements stratégiques dans le but de relancer l'activité de la compagnie.

✉ andri.anderson@dgtresor.gouv.fr

▼ Prezioso crée des emplois à Cabinda

Alors que le secteur pétrolier marque le pas, la filiale angolaise de l'entreprise française Prezioso, spécialisée dans les prestations de services pour ce secteur, a inauguré jeudi dernier ses nouvelles installations situées dans la zone industrielle de Cabassango, dans la Province de Cabinda au Nord du pays, créant près de 600 nouveaux postes qui viennent s'ajouter aux 3000 employés en Angola, dont une centaine d'expatriés. L'entreprise s'est également engagée dans la réalisation de projets sociaux à l'instar de la construction prochaine d'une école primaire dans la même province.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Vergnet remporte un contrat de 35 M EUR au Nigéria**

L'entreprise française Vergnet, spécialisée dans la production d'énergies renouvelables, ayant réalisé plusieurs fermes éoliennes au Nigéria, vient de conclure un accord avec le gouvernement de l'Etat d'Osun (sud-ouest) pour la construction d'un parc solaire de 13 MW, avec un volet formation et transfert technologique. La signature du contrat s'est faite à Abuja en présence de l'ambassadeur de France au Nigéria, Denys Gauer, de l'ambassadeur français climat pour l'Afrique et le Moyen Orient, Stéphane Gompertz et du gouverneur d'Osun, M. Aregbesola. En 2009, Vergnet avait été choisi par l'Etat de Katsina pour construire un parc éolien de 10 MW (37 éoliennes), contrat d'un montant de 4,5 M EUR.

✉ rthibauld.leger@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : la chute des cours mondiaux du fer contraint la SNIM à céder des actifs**

La chute des cours mondiaux du fer continue d'affecter négativement la santé financière de la Société nationale industrielle et minière (SNIM). Elle l'a conduite à céder ses parts dans deux de ses filiales : la GMM, entreprise spécialisée dans l'exploitation et l'exportation des pierres de décoration et de platelage, et la Solidarité assurances.

✉ mamadou.anne@dgtrésor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

- ▼ **Le XVI^e sommet de la Francophonie à Antananarivo, du 15 au 20 novembre 2016, sera placé sous le signe de la « croissance partagée et du développement responsable »**

À l'occasion de la 31^{ème} session de la Conférence ministérielle de la Francophonie qui s'est réunie du 10 au 11 octobre à Erevan (Arménie), Madagascar a présenté, par la voix de Béatrice Atallah, ministre des Affaires étrangères, le thème général devant conduire à la proclamation de la déclaration d'Antananarivo : « Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone ». Le gouvernement prévoit par ailleurs un accroissement des capacités d'accueil, de transport et d'hébergement à Antananarivo, avec notamment la construction d'un nouvel aéroport international.

✉ sftana@gmail.com

- ▼ **Afrique du Sud : le salon des télécoms *Africa com* approche à grands pas**

Le plus grand des salons télécom du continent africain se tiendra au Cap du 17 au 19 novembre prochain. L'édition 2014 avait rassemblé 350 exposants et plus de 9 000 visiteurs originaires de 113 pays. Cette année, outre des sociétés françaises de renommée internationale parmi lesquelles *OBS*, *Oberthur*, *Safran Morpho*, *Eutelsat* ou encore *Thomson Video Network*, 10 PME métropolitaines et réunionnaises exposeront sur le pavillon France organisé par Business France. L'agence Nexa, également présente, assurera la promotion du tissu économique réunionnais. Deux cocktails réseautage seront organisés sur le pavillon France afin de favoriser les synergies entre exposants et visiteurs.

✉ laura.laguierce@businessfrance.fr

- ▼ **Mozambique : organisation d'un salon les 27-29 octobre sur la santé**

En 2014, 50 appels d'offres publics pour des équipements médicaux ont été lancés au Mozambique seulement. Business France organisera du 27 au 29 octobre prochain à Maputo une délégation de dix entreprises françaises du secteur de la santé afin d'échanger avec les décideurs du ministère de la Santé. En arrière-plan, il y a les projets de construction et d'équipement d'hôpitaux cofinancés par l'AFD et pour lesquels 4 nouveaux appels d'offres seront émis en 2016. En 2016, Business France organisera les *Rencontres acheteurs Santé Afrique Australe 2016* à la mi-juin : elles concerneront les marchés sud-africain et mozambicain, mais également ceux de Zambie, du Botswana et du Zimbabwe.

✉ olivier.makpolo@businessfrance.fr

- ▼ **Forum africain sur la fiscalité**

Des représentants de 36 pays d'Afrique membres du Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF) se sont réunis à Lomé du 19 au 22 octobre pour la 2^{ème} Conférence internationale sur les flux financiers en Afrique placée sous le thème : « observer les règles fiscales et limiter les flux financiers illicites ». Pour rappel, l'ATAF a été mis en place en 2008, dans le but de servir de plateforme de promotion, de facilitation et de coopération mutuelle entre les administrations fiscales africaines.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

